

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA MANCHE

AVRIL 2017

NUMERO SPECIAL N° 32

ISSN 0996 - 7494

**Le contenu intégral des textes et/ou les documents et plans annexés
peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication
est réalisée et sur le site Internet de la préfecture :**

<http://www.manche.gouv.fr>

Rubrique : Publications - Annonces et avis - Recueil des actes administratifs

S O M M A I R E

DIVERS	2
<i>DDFIP - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES</i>	2
<i>Arrêté du 11 avril 2017 relatif au régime de fermeture exceptionnelle au public des services de la Trésorerie de ST-PIERRE- EGLISE</i>	2
<i>Arrêté du 11 avril 2017 relatif au régime d'ouverture exceptionnelle au public des services du centre des finances publiques de CARENTAN</i>	2
<i>DIRECCTE - DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE NORMANDIE</i>	2
<i>Arrêté du 16 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 février 2015 fixant la liste des personnes chargées d'assister les salariés lors de l'entretien préalable au licenciement</i>	2
<i>DREAL - DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT</i>	4
<i>Décision n° 2017- 24 du 3 avril 2017 portant subdélégation de signature en matière d'activités de niveau départemental – Manche</i>	4

DIVERS

DDFIP - Direction Départementale des Finances Publiques***Arrêté du 11 avril 2017 relatif au régime de fermeture exceptionnelle au public des services de la Trésorerie de ST-PIERRE-EGLISE***

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;
 Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;
 Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
 Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
 Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
 Vu l'arrêté préfectoral du 13 mars 2017 portant délégation de signature en matière d'ouverture ou de fermeture exceptionnelle des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de la Manche ;
 Article 1 : Les services de la trésorerie de Saint-Pierre-Eglise (Manche), situés 16 rue de l'Eglise, seront fermés au public, à titre exceptionnel, le mercredi 10 mai (après-midi).
 Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.
 Signé : Par délégation du Préfet, La Directrice départementale des finances publiques de la Manche, administratrice générale des finances publiques : Danielle ROGER

***Arrêté du 11 avril 2017 relatif au régime d'ouverture exceptionnelle au public des services du centre des finances publiques de CARENTAN***

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;
 Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;
 Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
 Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
 Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
 Vu l'arrêté préfectoral du 13 mars 2017 portant délégation de signature en matière d'ouverture ou de fermeture exceptionnelle des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de la Manche ;
 Arrête :
 Article 1 : Les services du Centre des finances publiques de Carentan, situés 1 rue Giesmard à Carentan Les Marais, seront ouverts au public, à titre exceptionnel, le mardi 2 mai, le mardi 9 mai, le vendredi 5 mai et le vendredi 12 mai.
 Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.
 Signé : Par délégation du Préfet, La Directrice départementale des finances publiques de la Manche, administratrice générale des finances publiques : Danielle ROGER

**DIRECCTE - Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Normandie*****Arrêté du 16 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 février 2015 fixant la liste des personnes chargées d'assister les salariés lors de l'entretien préalable au licenciement***

VU les articles L 1232-2, L.1232-3, L.1232-4, L. 1232-7 à L.1232-14, L.1233-11 et L.1237-12 du code du travail ;
 VU les articles R.1232-2, R.1232-3, D.1232-4 à D.1232-7, D. 1232-9 à D.1232-12 du code du travail ;
 VU la loi n° 91-72 du 18 janvier 1991 relative au conseiller du salarié ;
 VU le décret n° 91-753 du 31 Juillet 1991 pris pour l'application de la loi n° 91-72 du 18 Janvier 1991,
 VU la loi de modernisation n° 2008-596 du 25 Juin 2008 portant modernisation du marché du travail et instituant la rupture conventionnelle,
 VU l'instruction n° 89-13 du 1er décembre 1989 relative à l'assistance du salarié lors de l'entretien préalable au licenciement ;
 VU l'arrêté préfectoral du 25 Février 2015 fixant la liste des personnes chargées d'assister les salariés lors de l'entretien préalable au licenciement en l'absence d'institutions représentatives du personnel,
 VU l'arrêté préfectoral 17-44 du 6 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur J-François DUTERTRE en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;
 VU l'arrêté n° 17-73 du Préfet de la Manche en date du 13 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur J-François DUTERTRE, directeur de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie ;

VU la décision du 15 mars 2017 portant délégation de signature de Monsieur Olivier NAYS – Directeur de l'Unité départementale de la Manche de la DIRECCTE de Normandie ;

VU la décision de la Commission exécutive du syndicat Union Locale CGT de la Manche du 18/11/2016 concernant la radiation de Madame LANCRE Lucile

ARRETE

Article 1 – La liste des personnes figurant à l'article 1 de l'arrêté susvisé du 25 février 2015 est modifiée comme suit :

Retrait de l'appartenance syndicale : Mme LANCRE Lucile, 4, rue des Jonquilles – 50500 ST HILAIRE PETITVILLE

Article 2 – Les autres dispositions de l'arrêté du 25 février 2015 restent inchangées.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture de la Manche et le directeur de l'unité départementale de la DIRECCTE de la Manche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs.

Signé : Par subdélégation, P/Le Directeur de l'Unité départementale Manche de la DIRECCTE, la Directrice Adjointe : M.N. MARIIGNIER

LISTE DES CONSEILLERS DU SALARIE - Arrêté du 25 Février 2015 modifié par Arrêtés du 25 Avril 2016 et du 16 Mars 2017

M. Franck ADAM	CGT	9 route de la croix Pignot - 50700 ST JOSEPH	adamf07@orange.fr	06.99.17.38.02
M. Eric AUBERT	CGT	12, rue John Kennedy - 50120 EQUEURDREVILLE HAINNEVILLE	verdi50120@gmail.com	06.50.26.64.10
M. Jean-Michel AUBRY	CFDT	La Ruaudière - 50600 LES LOGES MARCHIS	aubryjeanmichel@neuf.fr	02.33.49.60.09
M. Christian AUBIN	CGT-FO	10, rue de la Hurque - 50120 EQUEURDREVILLE		06.87.83.11.10
M. Jean-Michel BAILLIEUX	CFDT	La Maizelière - 50680 COUVAINS	jeanmichel.baillieux@yahoo.fr	06.45.31.10.65
M. Jacques BLIN	CFDT	28, rue Jacques Prévert - 50180 AGNEAUX	jacques.blin15@sfr.fr	06.07.97.17.82
M. Florent BRANTHONNE	CGT	24, Le Haut de la Lande - 50340 SOTTEVILLE	florent.branthonne@gmail.com	06.66.55.54.10
M. Olivier BRETON	CFDT	4, rue de la 30 ^{ème} Division U.S. - 50620 SAINT FROMOND	olivier.breton@cfdt-bn.fr	02.33.05.64.76 06.07.40.07.58
M. Jean BRIONNE	CFE CGC	4, rue des Lilas - 50160 GUILBERVILLE	cgcelvir@wanadoo.fr	02.33.56.43.70
M. Denys CAILLARD	CFDT	42, rue du général Bradley - 50490 ST SAUVEUR LENDELIN		02.33.47.38.66 (D) 06.08.84.96.92
M. Alain CANCE	CFTC	9, Lotissement Dumanoir - 50180 SAINT GILLES		02.33.56.06.78 06.76.81.29.91
M. Eric CHALUET	CFDT	Les Douceries - 50190 MARCHESIEUX	eric.chaluet1@laposte.net	06.32.29.92.65
M. Daniel COMMAULT	CFDT	12, rés. Michel Lefoulon - 50420 DOMJEAN	daniel.commault@laposte.net	02.33.55.06.61
M. David COSNEFROY	CFTC	8 bis, Chemin des Fossés – 50130 CHERBOURG OCTEVILLE		06.11.65.15.39
M. Yannick DAULT	CGT.-F.O.	20, rue du Village Adam - 50290 BRICQUEVILLE SUR MER		02.33.50.66.50 06.04.16.28.98
M. Régis DAVAYAT	CFDT	34, allée des Royers - 50460 URVILLE NACQUEVILLE	regis.davayat@orange.fr	06.07.57.90.53
M. Eric DEBROISE	CFTC	38, la Foumauderie - 50210 RONCEY	eric.debroise@orange.fr	02.33.47.98.01
Mme Sandrine DIGNE	CFDT	4, lot. des Jonquilles - 50200 NICORPS	bertranddigne@orange.fr	06.70.35.69.36
Mme Karine DUMAINE	CGT-FO	2, rue de l'Eglise - 50230 AGON COUTAINVILLE		06.89.12.91.31
Mme Agnès EUDES	CFDT	3, impasse la Grémedière - 50320 LE TANU	jeanmichel.eudes@orange.fr	02.33.51.81.24
M. Xavier GANCEL	CGT	5, rue Saint Germain - 50500 CARENTAN	xavier.gancel@orange.fr	06.79.16.55.70
M. Patrick GIGUET	CGT-FO	19, les Calais - 50690 ST MARTIN LE GREARD		06.28.68.73.09
M. Patrick GUIRAUDOU	CGT	19, rue Gambetta - Résidence Charcot Gambetta 50120 EQUEURDREVILLE	ulcgthague@orange.fr	06. 80.74.54.77
M. Pascal HATTE	CFDT	2, la Provostière - 50220 CEAUX		06.31.43.42.08
M. Alain HENRY	CGT	L'Eglise - 50310 SORTOSVILLE	alain.henry16@orange.fr	06.23.39.53.11
M. Franck HOULGATTE	CGT-FO	4, place du Hameau Quévillon 50110 TOURLAVILLE		06.12.25.94..25
Mme Annie KERNAONET	CFE-CGC	7, impasse Fromageot - 50110 TOURLAVILLE	annie.kernaonet@gmail.com	06.29.99.95.74
M. Stéphane KLAUB	CFTC	2, La gosselinière - 50210 MONTPINCHON	stephane.klaub@orange.fr	02.33.46.88.49 07.89.26.69.47
M. Philippe LAISNE	UNSA	2, Hameau Cartot - 50390 RAUVILLE LA PLACE		06.30.99.74.09
Mme Lucile LANCRE		4 rue des Jonquilles - 50500 ST HILAIRE PETITVILLE	lucile.lancre@voila.fr	06.84.79.65.87
M. Michel LEMONNIER	CFDT	15, rue Georges Guynemer 50100 CHERBOURG OCTEVILLE	michel.lemonnier@voila.fr	06.86.04.45.92
M. François LE PANSE		13, 15 rue Maillard - 50120 EQUEURDREVILLE HAINNEVILLE		02.33.93.15.19 (D)
M. Christophe LOZOUET	CGT	La Beltière - 50800 ST MARTIN LE BOUILLANT	lphalco@aol.com	02.14.13.61.26
M. Gilles MARTIN	CFDT	20, le Petit Vey - 50330 CLITOURPS	cfdtauchan50@hotmail.fr	06.19.74.68.16
Mme Marie-Laure MARTIN	CGT-FO	8, rue Brothelands - 50200 NICORPS		06.76.80.18.03
Mme Catherine MASSE	CGT-FO	Lieudit l'Aunay - 14380 COURSON		06.63.26.89.29

M. Fabrice MAHIEU	CGT-FO	6, village du Petit Grand Clos 50440 VASTEVILLE		06.27.07.32.82
M. Alain MENARD	CFDT	4, Le Gravier - 50200 COURCY		06.50.26.94.20
M. David NOEL	CGT	10, rue d'Alican – 50510 HUDIMESNIL	dano16@sfr.fr	06.70.19.04.97
M. Christophe PESTELLE	UNSA	Le Bourg - 50390 ST JACQUES DE NEHOU		06.03.30.39.36
M. Gildas POTEY	CGT-FO	15, rue des Pommiers - 50660 LINGREVILLE		06.85.41.50.23
M. Philippe POTIER	CGT	La Bigotière - 50540 MONTIGNY	philippe.potier3@orange.fr	06.78.11.29.86
M. Didier RENE	CFDT	25, rue des Sorbiers - 50200 COUTANCES	geneheureux@free.fr	06.52.92.13.41
M. David ROBIN	CFDT	42, le Clos des Rosées - 50690 MARTINAVAST	davidrobin@sfr.fr	02.33.53.81.81 06.31.75.19.25
Mme Danielle THERIN	CFDT	25, place du champ de Mars - 50000 SAINT LO	jb.therin@wanadoo.fr	02.33.57.89.67
M. Marc THIEBAULT	CFTC	3, allée des Royers – 50460 URVILLE NACQUEVILLE		06.48.55.62.87
M. Loïc THIEULENT	CGT-FO	La Forgerie - 50530 BACILLY		06.32.34.42.72
Mme Brigitte VIGOUROUX	CFDT	21, rue de l'Eglise - 50340 TREAUVILLE	brigitte-vigouroux@wanadoo.fr	06.77.05.84.88
Mme Céline VIEL	CGT	2, route de la Mare du Parc 50270 SURTAINVILLE	viel612@gmail.com	06.71.28.87.64
M. Vincent ZIGAULT	CFTC	93, rue Sadi Carnot – Cherbourg Octeville – 50130 CHERBOURG EN COTENTIN		06.88.69.34.06

DREAL - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Décision n° 2017- 24 du 3 avril 2017 portant subdélégation de signature en matière d'activités de niveau départemental – Manche

Vu le règlement (CE) n°338-97 du conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce et les règlements de la commission associés ;

Vu le règlement d'application (CE) n°865/2006 de la commission européenne du 4 mai 2006 ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code forestier ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

Vu la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Vu la loi n° 82-231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°97-1204 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 1° de l'article 2 du décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le décret n° 2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement prévue aux articles L.122.1 et L.122.7 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu le décret n°2016-243 du 03 mars 2016 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat ;

Vu le décret n°2016-244 du 03 mars 2016 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'État chargée de la biodiversité ;

Vu le décret n°2016-245 du 03 mars 2016 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche ;

Vu le décret n°2016-254 du 03 mars 2016 relatif aux attributions du ministre de l'environnement et de l'habitat durable ;

Vu le décret du Président de la République en date du 24 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Marc SABATHE, Préfet du département de la Manche ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1998 modifié fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338-97 du conseil européen et (CE) n° 939-97 de la commission européenne ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté de la Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie et de la Ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité en date du 1^{er} janvier 2016 nommant Monsieur Patrick BERG, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Normandie et Messieurs Thierry LATAPIE-BAYROO et Philippe PERRAIS, Directeurs régionaux adjoints de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Normandie à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Vu l'arrêté de la Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer et de la Ministre du logement et de l'habitat durable en date du 15 septembre 2016 nommant Monsieur Bernard MEYZIE, Directeur régional adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Normandie à compter du 15 novembre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n°16-20 du 1^{er} janvier 2016 fixant l'organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mars 2017 portant délégation de signature en matière d'activités de niveau départemental à Monsieur Patrick BERG, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie ;

Vu la note du 11 juillet 2016 relative à la mise en œuvre de l'organisation du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques en France Métropolitaine

DÉCIDE

Article 1 – Activités générales - Subdélégation est donnée dans les domaines d'activités et d'intervention de niveau départemental de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie listées ci-dessous : ICPE ; Sécurité industrielle ; Contrôle de la

sécurité des ouvrages hydrauliques ; Réserves naturelles ; Faune, flore ; Espèces protégées ; Opérations d'inventaire ; Interruptions de travaux ; Gestion forestière ; Mines, carrières et énergie ; Contrôles de véhicules routiers ; Surveillance et contrôle des déchets ; Déclarations d'utilité publique – servitudes électricité et gaz

A l'exception des actes et décisions suivants :

- les arrêtés de mise en demeure, de consignation, de suspension, de fermeture, de suppression, de cessation définitive d'activités, de travaux d'office, de fixation du montant d'une amende administrative ou d'une astreinte pris à l'encontre d'installations classées pour la protection de l'environnement,
 - les arrêtés d'ouverture d'enquêtes publiques,
 - les arrêtés de déclaration d'utilité publique relevant de sa compétence,
 - les arrêtés portant autorisation d'exploiter et extension d'activités d'installations classées pour la protection de l'environnement,
 - les arrêtés portant enregistrement des demandes d'exploitation et d'extension d'activités d'installations classées pour la protection de l'environnement,
 - les arrêtés portant prescriptions complémentaires pour les installations classées pour la protection de l'environnement,
 - les courriers aux parlementaires, au président du conseil régional et au président du conseil départemental,
 - les circulaires, ainsi que les courriers aux maires, présidents d'EPCI et présidents des chambres consulaires faisant part de la position de l'État sur une question d'ordre général,
 - les conventions, contrats ou chartes de portée générale avec une collectivité territoriale,
 - l'approbation des chartes et schémas départementaux,
- les décisions qui font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la préfecture, notamment en matière d'expropriation pour utilité publique, d'occupation temporaire et d'institution de titres miniers ou de titres concernant des stockages souterrains,
- les déclinatoires de compétence et arrêtés de conflit régis par la loi du 24 mai 1872 modifiée relative au Tribunal des conflits,
 - les mémoires contentieux introductifs d'instance et en défense présentés aux juridictions administratives.

pour les actes ci-après énumérés :

1 Inspection de l'environnement

1.1 Actes de gestion concernant les installations soumises à autorisation, enregistrement et déclaration :

En vertu du chapitre II du titre I du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et notamment les articles R.512-46-8, R.512-46-9, R.512-46-11, R.512-46-17 et R.512-46-23, R.521-64, R.181-17.

Pour les dossiers en cours, toutes correspondances liées à l'examen préalable lors de l'instruction de la demande d'autorisation (articles 10 à 13 du décret n° 2014-450 sus-visé), dans le cadre de l'expérimentation de l'autorisation unique et, en particulier :

échanges avec le demandeur (accusés de réception, demande de compléments),

saisine des autorités ou personnes compétentes.

1.2 Sécurité industrielle Appareils à pression de vapeur ou de gaz : délivrance des dérogations et autorisations diverses autres que celles relevant de la compétence ministérielle pour la fabrication et la surveillance en service des équipements sous pression :

En vertu du code de l'environnement, articles L.557-1 à L.557-61,

1.2.a - Aménagements à suivi en service (délais, modalités),

1.2.b - Les accords préalables à l'emploi du soudage dans la fabrication et la réparation des appareils à pression,

1.2.c - Les dérogations et autorisations encadrées par décisions ministérielles propres à certains types d'appareils.

1.3 Canalisations de transports d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques et de transport ou de distribution de gaz naturel :

1.3.a - La délivrance des dérogations et des autorisations diverses, autres que celles relevant de la compétence ministérielle pour la construction et la surveillance en service des canalisations de transport d'hydrocarbures,

En vertu du code de l'environnement, articles L.555-1 à L.555-30, et R.555-1 à R.555-53.

1.3.b - L'habilitation, sous forme d'un arrêté préfectoral, des agents chargés de la surveillance des canalisations de transport,

En vertu de l'ordonnance 2012-34 du 11 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du code de l'environnement

En vertu de l'instruction DARQSI/SDSIM/BSEI 05-288 du 29 août 2005.

2 Contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques

2.1 La confirmation du classement ou surclassement d'un ouvrage et fixation des échéances réglementaires initiales,

En vertu de l'article R.214-114 du code de l'environnement.

2.2 L'élaboration du plan de contrôle des ouvrages hydrauliques,

En vertu de la circulaire du 8 juillet 2010.

2.3 Le suivi du respect des obligations générales et particulières des responsables d'ouvrages hydrauliques relatives à la sécurité (étude de dangers, consignes, rapports de surveillance et d'auscultation, comptes-rendus des visites techniques approfondies, tenue à jour du dossier de l'ouvrage, du registre du barrage,...) et instruction des documents correspondants,

En vertu des articles R.214-115 à R.214-117, R.214-125 et R.214-127 du code de l'environnement, et de l'arrêté du 29 août 2009 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques.

2.4 L'approbation des consignes écrites,

2.5 La mise en révision spéciale,

2.6 Le suivi des événements importants pour la sûreté hydraulique,

2.7 La saisine de l'administration centrale pour toute demande d'avis du Comité technique permanent des barrages et ouvrages Hydrauliques (CTPBOH) lorsque la réglementation l'exige ou en opportunité,

2.8 La réalisation des inspections périodiques ou inopinées relatives à la sécurité des ouvrages,

2.9 L'instruction des mises en demeure,

En vertu de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

3 Réserves naturelles

Les décisions relatives à la gestion et à la réglementation inscrite dans l'acte de classement des réserves naturelles créées par décret.

4 Faune et flore

4.1 La Coordination des plans nationaux d'action opérationnels pour la conservation ou le rétablissement des espèces visées aux articles L.411-1 et L.411-2 ainsi que des espèces d'insectes pollinisateurs

En vertu de l'article L.411-3 du code de l'environnement.

4.2 La mise en œuvre des dispositions de la réglementation européenne,

En vertu du Règlement (CE) N° 338-97 modifié et règlements associés.

4.3 Le transport de spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement (CE) n°338-97 et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement,

En vertu du R(CE) n° 338-97 modifié et règlements associés et des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement et arrêtés pris en application.

4.4 La détention et utilisation d'écaïlle de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés.

4.5 La détention et l'utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés

5 Espèces protégées

La délivrance de dérogations à la protection stricte des espèces

A l'exception des deux dérogations suivantes :

- le plan de régulation d'oiseaux de l'espèce protégée *Phalacrocorax carbo sinensis* (Grand comoran sous-espèce continentale),
- les demandes d'autorisation de destruction des œufs d'oiseaux de l'espèce protégée *Larus argentatus* (goéland argenté)

- les dérogations pour la destruction d'animaux sur les aérodromes,

En vertu des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement, et de l'arrêté du 19 février 2007 susvisé modifié.

6 Opérations d'inventaire

Les arrêtés portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées,

En vertu des articles L.411-1-A et L.414-1 du code de l'environnement,

En vertu de la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics,

En vertu de la loi n° 43-374 du 6 juillet 1943 modifiée relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères.

7 Interruptions de travaux

Les attributions définies par le code de l'urbanisme dans les cas d'infractions aux codes de l'environnement ou de l'urbanisme,

En vertu des articles L.480-2 (alinéas 9 et 10), L.480-5, L. 480-6 et L.480-9 (1° alinéa) du code de l'urbanisme.

8 Gestion forestière

Les décisions relatives aux documents de gestion des forêts,

En vertu des articles L.122-7 et L.122-8 du code forestier,

En vertu des articles L.411-1, L.411-2, L.332-1 et suivants et L.414-1 du code de l'environnement.

9 Mines, Carrières, énergie et climat

9.1 L'instruction technique, le contrôle et la police dans les domaines suivants : mines, granulats marins, carrières et géothermie, recherche et exploitations d'hydrocarbures, eaux souterraines, eaux minérales.

9.2 Le stockage souterrain d'hydrocarbures.

9.3 Le stockage souterrain de gaz.

9.4 La production, les distributions et transports de gaz combustibles : Autorisation de construction et mise en exploitation de canalisation de gaz,

En vertu de l'article R.555-17 du code de l'environnement.

9.5 La production, les distributions et transports d'électricité :

8.5.a - La réception du dossier, l'instruction et l'approbation d'une demande d'approbation de projet d'un ouvrage du réseau public de transport ou d'un ouvrage assimilable aux réseaux publics d'électricité ou d'une demande d'autorisation de construction d'une ligne directe et décision éventuelle de prolonger le délai d'instruction,

En vertu des articles R.323-26, R.323-40, R.343-7 et R.323-44 du code de l'énergie.

9.6 L'utilisation de l'énergie :

8.6.a - La délivrance et la modification, s'il y a lieu, de certificats permettant à une personne de bénéficier de l'obligation d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat,

En vertu de l'article 6 du décret 2016-691 du 28 mai 2016 définissant les listes et les caractéristiques des installations mentionnées aux articles L.314-1, L.314-2, L.314-18, L.314-19 et L.314-21 du code de l'énergie

8.6 b - La délivrance de l'attestation ouvrant droit à achat de biométhane,

En vertu de l'article D.446-3 du code de l'énergie.

10 Contrôles de véhicules routiers

10.1 la délivrance ou le retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,

En vertu de l'arrêté ministériel du 30 septembre 1975 modifié relatif à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés.

10.2 Les procès verbaux de réception de véhicules,

En vertu des articles R.321.15 et R.321.16 du code de la route et arrêté ministériel du 19 juillet 1954 modifié relatif à la réception des véhicules automobiles.

10.3 l'approbation et le contrôle des véhicules et des matériels de transport de matières dangereuses,

En vertu de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres.

11 Surveillance et contrôle des déchets

Les accusés de réception et les notifications concernant la surveillance et le contrôle de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne,

En vertu du règlement 1013/2006/CE.

12 Déclarations d'utilité publique – servitudes électricité et gaz

L'instruction des demandes de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes,

En vertu des articles suivants du code de l'énergie :

Electricité : articles R.323-4, R.323-14, R.323-22 et R.343-3

Gaz : Article R.433-4

Dans le cadre de leurs attributions, à :

	DOMAINE D'ACTIVITES											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	Inspection de l'environnement	Contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques	Réserves naturelles	Faune et flore	Espèces protégées	Opérations d'inventaire	Interruption de travaux	Gestion forestière	Énergie (production, distributions et transport, stockage et utilisation)	Contrôle des véhicules routiers	Surveillance et contrôle des déchets	Déclarations d'utilité publique – servitudes EDF et GDF
M. Philippe PERRAIS - Directeur régional adjoint	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
M. Thierry LATAPIE- BAYROO - Directeur régional adjoint	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
M. Bernard MEYZIE Directeur régional adjoint	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
M. Dominique LEPETIT - Chef du Service Énergie, Climat, Logement, Aménagement Durable et en cas d'absence, par :							7		9.5 et 9.6			12
M. Philippe SURVILLE – Chef adjoint du Service Énergie, Climat, Logement, Aménagement Durable							7		9.5 et 9.6			12
Mme Florence MONROUX Adjointe au chef du Service Énergie, Climat, Logement, Aménagement Durable							7		9.5 et 9.6			12
M. Cyrille GACHIGNAT - Chef du Bureau Climat Air Énergie									9.5 et 9.6			12
M. Nicolas CLAUSSET - Chef du Service Risques	1	2							9.1 à 9.5		11	

et en cas d'absence, par : M Adrien BRESSON, - Chef adjoint du service risques	1	2							9.1 à 9.5		11	
M. Olivier LAGNEAUX - Chef adjoint du Service Risques	1	2							9.1 à 9.5		11	
Mme Isabelle FREBOURG Responsable du Bureau des Risques Technologiques Accidentels	1											
M. Frédéric DECHAMPS - Chef de l'unité Risques Accidentels	1										11	
M. Daniel BABEL - Chef du Bureau Risques Technologiques Chroniques											11	
Mme Estelle POUTOU jusqu'au 1 ^{er} mai 2017 - Cheffe de l'Unité Sites et Sols Pollués, Installations de Traitements de Déchets		2										
Mme Nathalie DESRUELLES - Cheffe du Bureau des Risques Naturels		2	3	4	5	6		8	9,1			
M. Alain DUFLOT - Chef adjoint du Bureau des Risques Naturels			3		5	6		8	9,1			
Mme Aurélie MONNEZ - Chef du Service Ressources Naturelles par intérim			3	4		6		8				
et en cas d'absence par : Mme Catherine FAUBERT - Adjointe au chef du Service Ressources Naturelles			3		5	6						
M. Denis RUNGETTE - Chef du Bureau de la Biodiversité et des Espaces Naturels			3		5	6						
Mme Christine LE NEVEU - Cheffe adjointe du Bureau de la Biodiversité et des Espaces Naturels				4	5	6						
M. Bruno DUMEIGE - Responsable de l'Unité Connaissance, Animation et Préservation												
M. Denis SIVIGNY - Responsable de l'Unité Accompagnement des plans, Projets et Procédures Associées												
M. Laurent DUMONT - Chef du Pôle Mer et Littoral												
M. Stéphane DOUCHET - Chef du Service Sécurité des Transports et des Véhicules et en cas d'absence par : Mme Hélène MACH - Cheffe adjointe du Service Sécurité des Transports et des Véhicules										10		
M. Régis SAGOT - Chef du Bureau Homologation et Contrôle des véhicules – Adjoint au chef de service										10		
M. Yvon QUEDEC - Chef de l'unité véhicules de Caen										10		
Mme Nolwenn BRIAND - Responsable de la Mission Estuaire de la Seine			3									
M. Jean-Pierre ROPTIN - Chef de l'Unité Départementale de la Manche	1											
Et en cas d'absence, par : Mme Esther CHEKROUN - Adjointe secteur Nord au Chef de l'Unité Départementale de la Manche	1											
M. Jocelyn LEVAVASSEUR Adjoint secteur Sud au Chef de l'Unité Départementale de la Manche	1											

Article 2 : Abrogation - Toute décision antérieure portant subdélégation de signature en matière d'activités de niveau départemental est abrogée.

Article 3 : Publication - Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Manche.

Signé : Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : Patrick BERG

